

Pourquoi l'Allemagne s'en sort mieux que la France

Guillaume Duval, *Alternatives Economiques* n°371, Août 2017

L'économie allemande s'est nettement redressée ces dernières années. Mais les réformes libérales de Gerhard Schröder n'y sont pas pour grand-chose.

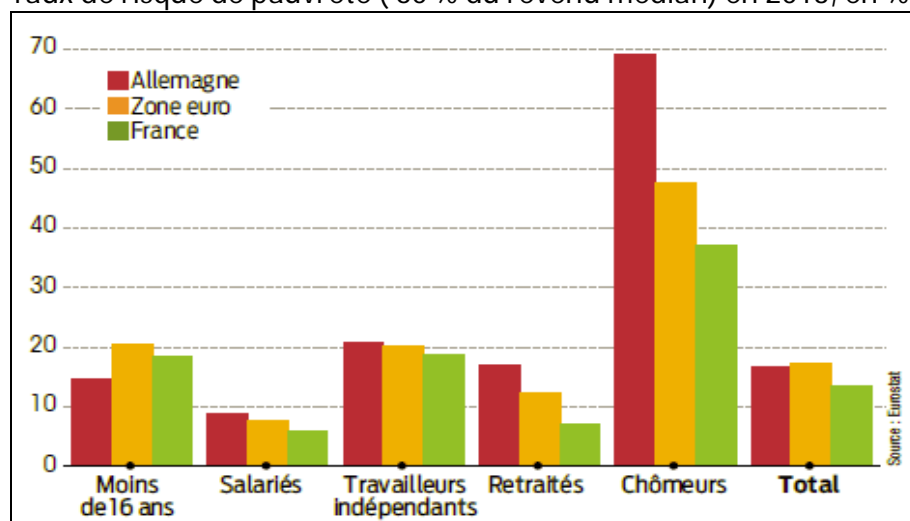
Les Français raffolent des modèles : néerlandais, danois, britannique, américain... Mais il y en a quand même un qui revient toujours : le modèle allemand. Celui-ci est cependant utilisé de façon très contradictoire dans le débat hexagonal. Au début des années 1990, avec l'ouvrage *Capitalisme contre capitalisme* de Michel Albert, l'Allemagne servait de contre-feu au modèle anglo-saxon : comme les Allemands, il fallait refuser la dictature des actionnaires et renforcer le pouvoir des salariés dans les entreprises. Mais aujourd'hui, c'est au nom du "modèle allemand" que nous devrions au contraire libéraliser notre marché du travail et remettre en cause la protection sociale. La raison ? Les "réformes" engagées en ce sens par le chancelier social-démocrate Gerhard Schröder au début des années 2000 expliqueraient le rétablissement de l'économie allemande ces dernières années. En réalité, si l'Allemagne s'en sort, c'est plus en dépit des réformes Schröder que grâce à elles. Explications.

1. Les réformes Schröder ont surtout accru les inégalités et la précarité

Ces réformes ont consisté principalement à ramener le versement des allocations de l'assurance chômage à un an au lieu de deux, tout en encadrant plus strictement les chômeurs avec la loi dite Hartz IV. Et à favoriser les petits boulots sous la forme en particulier des "minijobs" : en Allemagne, quand on gagne moins de 450 euros par mois, on ne paie quasiment pas de cotisations sociales (mais on n'a pas non plus de protection sociale et notamment de retraite). On décomptait 7,8 millions de minijobs en juin 2016, soit 19 % des emplois salariés.

Du fait de ces mesures, la pauvreté, inférieure jusque-là à ce qu'elle était en France, a fortement augmenté et l'Allemagne est l'un des pays de l'OCDE où les inégalités se sont le plus creusées dans les années 2000. Outre-Rhin, 8,9 % des salariés étaient pauvres en 2015, contre 5,9 % en France et 1,8 % en Finlande. Un phénomène qui touche surtout les femmes. Le développement rapide des emplois précaires a aussi contribué à affaiblir la couverture des salariés allemands par les conventions collectives de branche : en 2016, seuls 56 % d'entre eux étaient couverts, contre 98 % en France.

Taux de risque de pauvreté (60 % du revenu médian) en 2013, en %



Les infrastructures collectives, peu entretenues du fait de l'austérité prolongée, se sont également dégradées : l'Allemagne est le seul pays de l'OCDE où l'investissement public a été inférieur depuis 2000 à l'usure des équipements. Enfin, la politique déflationniste menée par Gerhard Schröder porte une lourde responsabilité dans les déséquilibres qui ont conduit à la crise de l'euro. En étouffant la demande intérieure, elle a en effet encouragé la forte croissance des excédents extérieurs allemands et entraîné une trop faible inflation. Empêchant la Banque centrale européenne d'augmenter ses taux d'intérêt, car cela aurait trop handicapé l'économie allemande, alors qu'une telle hausse aurait permis de limiter l'excès d'endettement dans les pays périphériques (Grèce, Espagne...).

Certes, mais malgré leur impopularité, les réformes Schröder n'expliquent-elles pas le redressement de l'économie allemande ? Non. Ce rétablissement est principalement dû à trois autres facteurs.

2. L'Allemagne a tiré profit de sa faible démographie

Le premier d'entre eux concerne la faible démographie allemande : le phénomène est connu, mais pas ses conséquences positives pour l'Allemagne. En 2015, les femmes françaises avaient en moyenne deux enfants, tandis que leurs homologues allemandes en avaient 1,5 (un niveau qui se redresse cependant après avoir été plutôt de 1,3 enfant depuis les années 1980). Résultat : malgré l'afflux récent de réfugiés, l'Allemagne n'a gagné que 276 000 habitants entre 2000 et 2016, contre plus de 6 millions pour la France.

On considère généralement que cette faible natalité allemande est un handicap. C'est totalement faux jusqu'ici. Quand on a des enfants, il faut leur payer des téléphones portables, des vêtements de marque, etc. Il faut aussi les éduquer : en Allemagne, le nombre d'élèves par classe est inférieur à ce qu'il est en France et les enseignants y sont beaucoup mieux payés que chez nous ; malgré cela, l'Allemagne dépense 0,7 point de produit intérieur brut (PIB) de moins pour l'éducation du fait de sa faible natalité.

En 2015, on décomptait certes 4,8 millions de plus de 65 ans en plus en Allemagne qu'en France, mais aussi 1,6 million de moins de 15 ans en moins. Et quand on rapporte la population des 15-64 ans (celle dite d'âge actif) à l'ensemble des moins de 15 ans et des plus de 65 ans, il y a aujourd'hui en Allemagne 1,9 personne d'âge actif par inactif, contre 1,7 seulement en France : or, c'est ce ratio qui indique combien de bouches le travail d'un actif doit permettre de nourrir. Il est donc plus favorable en Allemagne qu'en France.

Ordolibéralisme : pourquoi les Allemands sont-ils si libéraux en économie ?

Depuis que le modèle anglo-saxon a été déprécié par les crises financières à répétition, l'Allemagne est devenue le nouveau pays phare des libéraux en économie. Pendant longtemps pourtant, notre voisin n'a guère été porté sur la chose, ni au niveau des idées ni à celui des pratiques. L'Allemagne a en effet donné naissance à Karl Marx et à Friedrich Engels, contempteurs du libéralisme au XIXe siècle, mais aussi à Friedrich List, le premier théoricien du protectionnisme. Quant aux politiques économiques, elles ont été longtemps très dirigistes, privilégiant les grandes entreprises, les fameux Konzern, plus que la concurrence.

Ce n'est qu'après la Seconde Guerre mondiale que l'Allemagne s'est convertie au libéralisme économique, sous la houlette en particulier du chrétien-démocrate Ludwig Erhard, ministre de l'Économie de 1949 à 1963, avant de devenir chancelier. Encouragé par l'occupant américain, il mettra en œuvre les théories élaborées avant-guerre par l'économiste Walter Eucken et le groupe qu'il avait formé à l'université de Fribourg autour de la notion d'"ordolibéralisme" : le rôle de l'État

consiste uniquement à édicter des règles et à les faire respecter, pas à nationaliser des entreprises ou à organiser des transferts financiers. L'ordolibéralisme allemand se distingue cependant du libéralisme anglo-saxon, individualiste, par le fait qu'il tolère l'organisation de corps intermédiaires dans la société.

Pour comprendre la profonde méfiance de nos voisins à l'égard de toute intervention publique dans l'économie, il faut se souvenir aussi que, pour eux, la sortie de la crise de 1929 n'avait pas été le New Deal de Roosevelt ni le Front populaire français, mais bien l'étatisme forcené d'Hitler et sa politique de réarmement aux conséquences catastrophiques... Une défiance encore renforcée par la suite par le désastre causé sous leurs yeux par l'économie administrée en Allemagne de l'Est, sous occupation russe.

Ce qui explique la longévité d'Angela Merkel, au pouvoir depuis 2005, c'est notamment le fait qu'elle ait commencé à "déschröderiser" l'Allemagne : pour combattre la pauvreté laborieuse, son gouvernement a introduit un Smic en 2016 (un élément emprunté au modèle social français si décrié) et ramené en 2014 l'âge de la retraite à 63 ans pour ceux qui ont travaillé avant 18 ans (ce qui est le cas de très nombreux Allemands en raison de l'importance de l'apprentissage).

Depuis que le modèle anglo-saxon a été déprécié par les crises financières à répétition, l'Allemagne est devenue le nouveau pays phare des libéraux en économie. Pendant longtemps pourtant, notre voisin n'a guère été porté sur la chose, ni au niveau des idées ni à celui des pratiques. L'Allemagne a en effet donné naissance à Karl Marx et à Friedrich Engels, contempteurs du libéralisme au XIXe siècle, mais aussi à Friedrich List, le premier théoricien du protectionnisme. Quant aux politiques économiques, elles ont été longtemps très dirigistes, privilégiant les grandes entreprises, les fameux *Konzern*, plus que la concurrence.

Ce n'est qu'après la Seconde Guerre mondiale que l'Allemagne s'est convertie au libéralisme économique, sous la houlette en particulier du chrétien-démocrate Ludwig Erhard, ministre de l'Economie de 1949 à 1963, avant de devenir chancelier. Encouragé par l'occupant américain, il mettra en oeuvre les théories élaborées avant-guerre par l'économiste Walter Eucken et le groupe qu'il avait formé à l'université de Fribourg autour de la notion d'"ordolibéralisme" : le rôle de l'Etat consiste uniquement à édicter des règles et à les faire respecter, pas à nationaliser des entreprises ou à organiser des transferts financiers. L'ordolibéralisme allemand se distingue cependant du libéralisme anglo-saxon, individualiste, par le fait qu'il tolère l'organisation de corps intermédiaires dans la société.

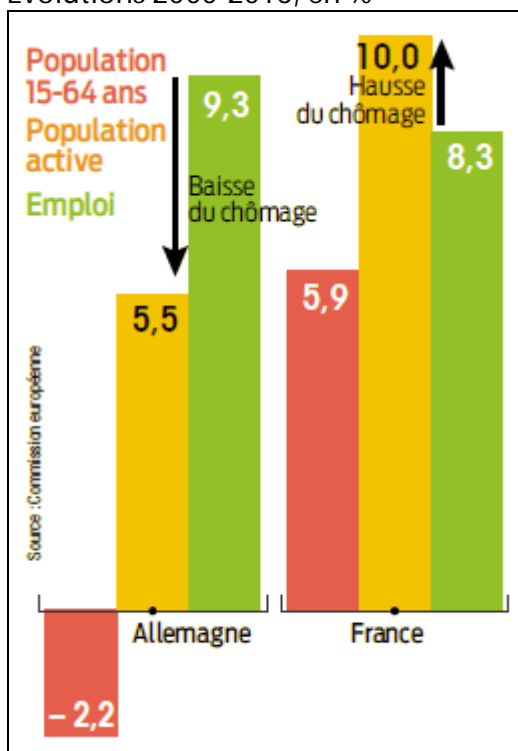
Pour comprendre la profonde méfiance de nos voisins à l'égard de toute intervention publique dans l'économie, il faut se souvenir aussi que, pour eux, la sortie de la crise de 1929 n'avait pas été le New Deal de Roosevelt ni le Front populaire français, mais bien l'étatisme forcené d'Hitler et sa politique de réarmement aux conséquences catastrophiques... Une défiance encore renforcée par la suite par le désastre causé sous leurs yeux par l'économie administrée en Allemagne de l'Est, sous occupation russe.

Entre 2000 et 2016, le nombre d'emplois a augmenté de 9,3 % en Allemagne et de 8,3 % en France, à peine moins. Mais dans le même temps, la population d'âge active française (15 à 64 ans) s'est accrue de 5,9 %, quand celle de nos voisins baissait de 2,2 %. En conséquence, la population active (les personnes qui ont ou cherchent un emploi) n'a augmenté que de 5,5 % en Allemagne, contre 10 % en France. Autrement dit : c'est la démographie qui explique la divergence des évolutions du chômage beaucoup plus que la différence en matière de créations d'emplois.

Enfin, cet écart démographique a eu un autre impact économique majeur *via* les prix de l'immobilier. La hausse de la population a exercé en effet une forte pression sur le marché

des logements en France : entre 1995 et 2010, les prix de l'immobilier ont été multipliés par 2,5, alors qu'ils n'ont quasiment pas bougé en Allemagne. Cela a certes changé rapidement ces toutes dernières années outre-Rhin, mais en 2016, selon le cabinet Deloitte, un mètre carré de logement neuf ne coûtait toujours que 2 957 euros en moyenne en Allemagne, contre 4 055 euros en France, 37 % de plus. Un logement neuf à Paris coûte en moyenne 12 374 euros le mètre carré, contre 3 510 euros à Berlin et 6 580 euros à Munich, la ville la plus chère d'Allemagne. Cette différence ne pèse d'ailleurs pas seulement sur les ménages, mais aussi sur les entreprises.

Emploi et population
Evolutions 2000-2016, en %

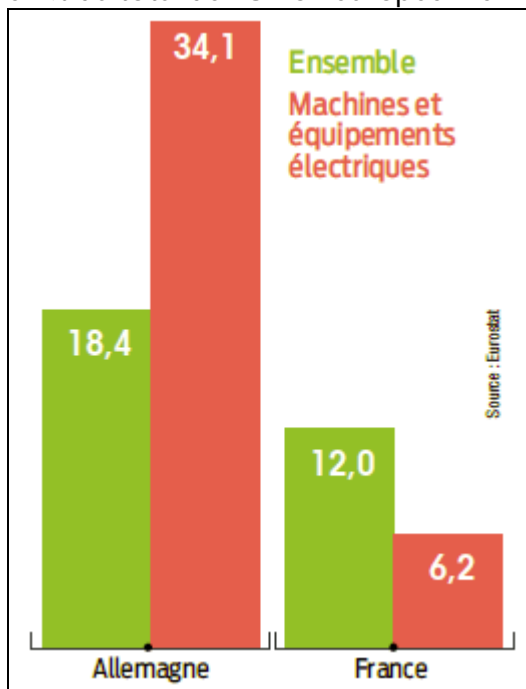


Quand on a peu d'enfants à nourrir et que le prix des logements reste stable, il est plus aisé de supporter une austérité salariale prolongée. Dans les années 2000, la France a été l'un des pays européens où les coûts salariaux ont le moins augmenté, mais ils se sont accrus un peu plus qu'en Allemagne. Bref, notre dynamisme démographique a contribué pour l'instant à plomber notre économie. Ce sera peut-être différent dans le futur, si la France est capable d'éduquer correctement ses nombreux jeunes et de leur trouver du travail, ce qui est cependant loin d'être le cas actuellement.

3. Les pays émergents ont tiré l'industrie allemande

Le deuxième facteur dont a profité l'Allemagne ces dernières années est sa spécialisation - bien antérieure à Gerhard Schröder - dans les biens d'équipement. En 2016, l'emploi allemand représentait 18,4 % de l'emploi dans l'Union à 28, selon Eurostat. Dans le même temps, l'Allemagne employait 34,1 % des personnes travaillant en Europe dans le secteur des machines et celui des équipements électriques, quasiment le double. *A contrario*, la France, qui pèse 12 % de l'emploi dans l'Union, ne représente que 6,2 % de l'emploi dans ces mêmes secteurs.

Allemagne-France : emploi en 2016 en % du total de l'Union européenne



Quand les usines ont poussé comme des champignons dans les pays émergents, et principalement en Chine, ce sont partout des machines allemandes qu'on a installées. Et pas des équipements français parce qu'il n'en existe quasiment plus... Cette spécialisation explique également la solidité de l'industrie allemande elle-même : produire les machines destinées à une industrie donnée permet d'être constamment à la "frontière technologique" dans ce domaine. Elle explique aussi, pour l'essentiel, l'importance des entreprises de taille intermédiaire (ETI) outre-Rhin et leur manque en France : quand on est le spécialiste mondial de telle machine dans tel processus industriel, on peut, avec 300 personnes, exporter en Chine, aux Etats-Unis et au Brésil. Ce qui n'est pas possible dans les produits grand public.

Concurrence : quand les corporations font de la résistance

En juillet dernier, un nouveau scandale a éclaté en Allemagne : depuis un quart de siècle, les constructeurs automobiles allemands du groupe Volkswagen (Volkswagen, Audi, Porsche), mais aussi de Daimler (Mercedes) et de BMW s'entendaient en permanence, dans une multitude de groupes de travail, sur les spécifications des équipements qu'ils utilisaient, les sous-traitants à privilégier, etc. Alors qu'ils étaient censés se mener une concurrence acharnée dans les véhicules haut de gamme... Une affaire qui donne lieu à une procédure judiciaire pour infraction au droit de la concurrence.

Ce scandale n'est cependant guère surprenant. Une des principales différences entre la France et l'Allemagne a en effet été la façon dont l'économie est passée du féodalisme au capitalisme. Chez nous, cette rupture a été brutale : en 1789, une des premières tâches que les révolutionnaires se sont données avait été d'abolir les corporations. A contrario, en Allemagne, ce passage s'est effectué progressivement, permettant à la logique des corporations de se maintenir largement. C'est cela qui y explique l'importance décisive aujourd'hui encore des branches professionnelles en matière sociale. Mais ce corporatisme se traduit aussi par une forte tradition d'action collective au niveau des branches au sujet des normes, des nouvelles technologies à mettre en oeuvre...

Cette coopération privée entre concurrents concourt à expliquer la solidité de l'industrie allemande malgré l'absence de politique industrielle publique : elle en tient lieu. Elle explique également le "patriotisme économique" de nos voisins : nul besoin de mesures protectionnistes explicites pour qu'une entreprise allemande préfère travailler avec une autre entreprise allemande plutôt qu'avec un fournisseur étranger.

Enfin, ce corporatisme est d'un grand secours pour pénétrer les marchés étrangers : il contribue en particulier à comprendre pourquoi les PME allemandes réussissent mieux à exporter que leurs homologues françaises.

En juillet dernier, un nouveau scandale a éclaté en Allemagne : depuis un quart de siècle, les constructeurs automobiles allemands du groupe Volkswagen (Volkswagen, Audi, Porsche), mais aussi de Daimler (Mercedes) et de BMW s'entendaient en permanence, dans une multitude de groupes de travail, sur les spécifications des équipements qu'ils utilisaient, les sous-traitants à privilégier, etc. Alors qu'ils étaient censés se mener une concurrence acharnée dans les véhicules haut de gamme... Une affaire qui donne lieu à une procédure judiciaire pour infraction au droit de la concurrence.

Ce scandale n'est cependant guère surprenant. Une des principales différences entre la France et l'Allemagne a en effet été la façon dont l'économie est passée du féodalisme au capitalisme. Chez nous, cette rupture a été brutale : en 1789, une des premières tâches que les révolutionnaires se sont données avait été d'abolir les corporations. *A contrario*, en Allemagne, ce passage s'est effectué progressivement, permettant à la logique des corporations de se maintenir largement. C'est cela qui y explique l'importance décisive aujourd'hui encore des branches professionnelles en matière sociale. Mais ce corporatisme se traduit aussi par une forte tradition d'action collective au niveau des branches au sujet des normes, des nouvelles technologies à mettre en oeuvre...

Cette coopération privée entre concurrents concourt à expliquer la solidité de l'industrie allemande malgré l'absence de politique industrielle publique : elle en tient lieu. Elle explique également le "patriotisme économique" de nos voisins : nul besoin de mesures protectionnistes explicites pour qu'une entreprise allemande préfère travailler avec une autre entreprise allemande plutôt qu'avec un fournisseur étranger.

Enfin, ce corporatisme est d'un grand secours pour pénétrer les marchés étrangers : il contribue en particulier à comprendre pourquoi les PME allemandes réussissent mieux à exporter que leurs homologues françaises.

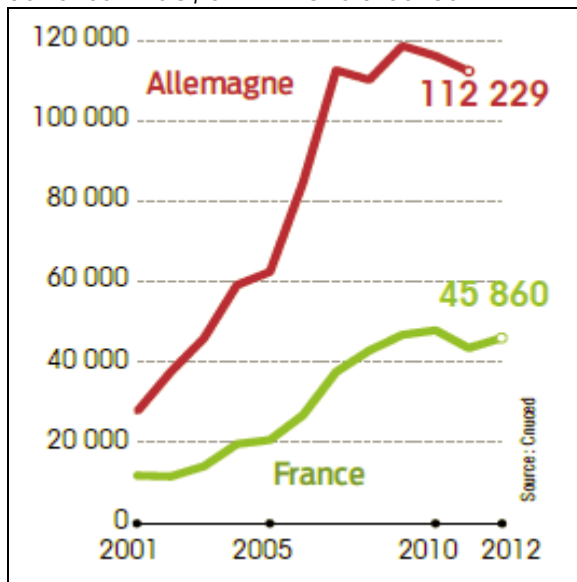
Enfin, l'industrie allemande a profité de l'explosion de la demande des pays émergents dans un autre domaine : celui des berlines haut de gamme. Quand une fraction, même faible, des 1,4 milliard de Chinois est devenue assez riche pour rouler dans une grosse voiture, elle a choisi le plus souvent une Audi, une BMW ou une Mercedes, plutôt qu'une Renault ou une Citroën. Là aussi, cette spécialisation ne date pas de Gerhard Schröder et ne résulte pas d'un faible coût du travail en Allemagne : en 2008 (dernière année connue), chacun des 842 000 employés de l'automobile allemande coûtait en moyenne 20,4 % de plus que les 234 000 Français de ce secteur, selon Eurostat.

4. L'Allemagne a profité de la chute du mur de Berlin

Le troisième facteur qui explique le redressement de l'économie allemande, c'est la chute du mur de Berlin. Ce tournant a certes constitué une épreuve difficile pour l'Allemagne, avec la mise à niveau à marche forcée de l'ex-Allemagne de l'Est (16 millions d'habitants), dont les

infrastructures étaient en très mauvais état. Une opération coûteuse, même si elle n'a pas eu que des inconvénients pour l'Allemagne de l'Ouest : son économie a en effet bénéficié de débouchés supplémentaires et ses cadres de nombreux postes à responsabilités à occuper. Au début des années 2000, l'affaire, rondement menée, était cependant quasiment réglée, même si des difficultés subsistent.

Stock d'investissements directs étrangers dans les PECO, en millions d'euros



Mais la chute du mur a surtout permis à l'industrie allemande d'intégrer le tissu industriel de l'est de l'Europe à ses propres chaînes de valeur. L'Allemagne y a investi presque trois fois plus que la France, comme l'illustre, par exemple, le rachat de Skoda en République tchèque par Volkswagen. Ce processus avait démarré avant, mais il n'a pris toute son ampleur que dans les années 2000 avec l'entrée dans l'Union des douze pays d'Europe centrale et orientale.

En 2016, l'Allemagne a exporté 2,7 fois plus de biens que nous. Mais elle a aussi importé 1,8 fois plus, alors que son économie n'est "que" 1,4 fois plus importante que la nôtre : les entreprises allemandes ont en effet beaucoup délocalisé. Avant la chute du mur, le principal pays à bas coût qui fournissait l'industrie allemande en sous-traitance était la France. Après la chute du mur, c'est devenu la République tchèque ou la Pologne. Mais basculer de la France à la Pologne pour se fournir permet des économies considérables sur le coût des composants intégrés par l'industrie allemande à ses produits : un salarié polonais revient quatre fois moins cher qu'un salarié français.

Entreprises : l'Allemagne, le pays où les actionnaires ont le moins de pouvoir

La gouvernance d'entreprise constitue une des différences les plus marquantes entre l'Allemagne et la France, et plus généralement avec l'ensemble des autres pays capitalistes. Outre-Rhin, cette gouvernance est caractérisée par ce qu'on appelle la Mitbestimmung, la codétermination. Si les salariés le demandent, toute entreprise de plus de cinq salariés doit se doter d'un Betriebsrat, un conseil d'entreprise (les Allemands ont résolu la question des seuils sociaux en les abaissant).

Celui-ci dispose non seulement d'un droit à la consultation et à l'information comme en France, mais aussi d'un pouvoir de veto sur un nombre important de décisions : équipements des postes et

gestion des temps de travail, embauches, mutations ou licenciements individuels, heures supplémentaires, plans sociaux collectifs... Dans tous ces cas, un chef d'entreprise allemand ne peut agir que s'il obtient l'accord de son Betriebsrat.

De plus, dans les entreprises de plus de 500 salariés, ceux-ci désignent un tiers des membres du conseil de surveillance (en tant que tels et non en tant qu'actionnaires salariés). Au-delà de 2 000 salariés, ils fournissent même la moitié des membres. Le président du conseil est cependant un représentant des actionnaires et dispose d'un droit de vote double en cas d'égalité.

On aurait tort de croire que cette situation nuit aux actionnaires : grâce à la présence des salariés, leurs représentants sont en réalité mieux informés sur la situation de l'entreprise que dans les conseils d'administration français, où les PDG, qui disposent seuls des informations internes, peuvent aisément les manipuler. Cette structure de pouvoir oblige en revanche les entreprises à adopter des stratégies de long terme et constitue une parade efficace contre les OPA hostiles.

Enfin, ce pouvoir reconnu aux salariés a pour contrepartie une implication plus élevée, qui contribue notablement aux succès de l'industrie allemande. Une chose est sûre en tout cas : ce n'est pas parce que le droit du travail imposerait moins de contraintes aux chefs d'entreprise allemands que l'économie de notre voisin se porte nettement mieux que la nôtre.

La gouvernance d'entreprise constitue une des différences les plus marquantes entre l'Allemagne et la France, et plus généralement avec l'ensemble des autres pays capitalistes. Outre-Rhin, cette gouvernance est caractérisée par ce qu'on appelle la *Mitbestimmung*, la codétermination. Si les salariés le demandent, toute entreprise de plus de cinq salariés doit se doter d'un *Betriebsrat*, un conseil d'entreprise (les Allemands ont résolu la question des seuils sociaux en les abaissant).

Celui-ci dispose non seulement d'un droit à la consultation et à l'information comme en France, mais aussi d'un pouvoir de veto sur un nombre important de décisions : équipements des postes et gestion des temps de travail, embauches, mutations ou licenciements individuels, heures supplémentaires, plans sociaux collectifs... Dans tous ces cas, un chef d'entreprise allemand ne peut agir que s'il obtient l'accord de son *Betriebsrat*.

De plus, dans les entreprises de plus de 500 salariés, ceux-ci désignent un tiers des membres du conseil de surveillance (en tant que tels et non en tant qu'actionnaires salariés). Au-delà de 2 000 salariés, ils fournissent même la moitié des membres. Le président du conseil est cependant un représentant des actionnaires et dispose d'un droit de vote double en cas d'égalité.

On aurait tort de croire que cette situation nuit aux actionnaires : grâce à la présence des salariés, leurs représentants sont en réalité mieux informés sur la situation de l'entreprise que dans les conseils d'administration français, où les PDG, qui disposent seuls des informations internes, peuvent aisément les manipuler. Cette structure de pouvoir oblige en revanche les entreprises à adopter des stratégies de long terme et constitue une parade efficace contre les OPA hostiles.

Enfin, ce pouvoir reconnu aux salariés a pour contrepartie une implication plus élevée, qui contribue notablement aux succès de l'industrie allemande. Une chose est sûre en tout cas : ce n'est pas parce que le droit du travail imposerait moins de contraintes aux chefs d'entreprise allemands que l'économie de notre voisin se porte nettement mieux que la nôtre.

C'est notamment ce basculement vers l'est de l'Europe qui a permis à l'industrie allemande d'amortir le choc engendré par la forte montée de l'euro par rapport au dollar dans les années 2000 : il avait démarré à 0,9 dollar en 1999, pour monter jusqu'à 1,6 dollar en 2008, un quasi-doublement. Une montée qui a accéléré la désindustrialisation du reste de la zone euro.

Depuis la crise de 2008, l'économie allemande a profité en outre des très bas taux d'intérêt que lui a valu son statut d'îlot de stabilité. Si l'Etat allemand avait dû payer les intérêts sur sa dette au taux de 2008, il aurait dépensé 247 milliards d'euros de plus entre 2009 et 2016 ! La crise de la zone euro a été une bonne affaire pour les finances publiques allemandes, mais aussi pour les entreprises, qui ont également bénéficié de taux d'intérêt nettement plus bas que leurs voisines.

Enfin, l'industrie allemande a été soutenue par la baisse de l'euro vis-à-vis du dollar depuis 2008. En effet, elle l'a aidée à substituer des exportations hors de l'Europe à celles que la crise de la zone euro avait fait disparaître : alors que l'Union représentait les deux tiers de l'excédent allemand en 2007, elle n'en pesait plus que 29 % en 2016.

Bref, aucun des facteurs qui expliquent la bonne santé actuelle de l'économie allemande n'a réellement de rapport avec les réformes Schröder. Pourtant, la plupart des Allemands (et des Français) sont convaincus du contraire. Ils considèrent en conséquence que la France et les autres doivent à leur tour faire des "réformes courageuses" du même type.

Cette situation est à proprement parler tragique : en effet, si les réformes Schröder n'ont pas eu de conséquences plus négatives encore pour l'Allemagne et pour l'Europe, c'est uniquement parce qu'au même moment les autres Européens s'endettaient pour acheter des produits allemands. Si tout le monde serre les boulons en même temps, l'économie européenne ne peut que stagner, comme on le constate depuis dix ans maintenant.

Même si c'est toujours une tâche compliquée du fait de l'histoire distincte des pays, l'Allemagne mériterait pourtant d'être copiée pour son organisation décentralisée, qui lui donne un territoire nettement plus équilibré que la France, pour l'insertion réussie des jeunes sur le marché du travail *via* l'apprentissage, pour le pouvoir important accordé aux salariés dans les entreprises *via* la cogestion, ou encore pour le volontarisme avec lequel nos voisins abordent la transition énergétique, etc. Mais certainement pas pour les réformes Schröder.